

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 17/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2025

Contexte et constats

Publié sur 

La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE

LIEUDIT LES FOUITADES 3858 N RD 113
Les Fouitades
13340 Rognac

Références : D-2025-0244
Code AIOT : 0006401004

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE implanté Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 Rognac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à saisine de l'ADEME, sollicitée par le propriétaire des locaux. L'objet de la visite consiste à caractériser des déchets abandonnés sur le site suite à cessation totale d'activités dans le cadre d'une liquidation judiciaire.

La référence réglementaire utilisée est le code de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- La D113 ex-ROCKSON NOUVELLE
- Route Nationale 113 Les Fouitades 13340 Rognac
- Code AIOT : 0006401004
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS LA D113 a repris l'activité d'imprimerie de la société de ROCKSON Nouvelle depuis le 1er août 2023 sur le site de Rognac qui bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 03/04/1998. Par jugement du 06/06/2024, le Tribunal de commerce de Salon-de-Provence a prononcé la liquidation judiciaire avec cessation totale d'activités de la SAS LA D113. La société SAS LES MANDATAIRES, en charge de la liquidation judiciaire, est le responsable ès-qualités d'exploitant du site.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activités	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1	Demande d'action corrective	
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1-IV	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la mise en sécurité du site n'a pas été entièrement réalisée. En effet, la société La D113, en qualité d'exploitant a été mise en liquidation judiciaire par la décision du tribunal de commerce de Salon-de-Provence du 6 juin 2024. Une partie des déchets résultant de son activité est restée en l'état. L'objet de la visite a été de vérifier les quantités et la nature des déchets encore présents.

L'inspection propose de mettre la SAS LES MANDATAIRES, en tant que mandataire judiciaire, en demeure de les enlever, sous un délai de 1 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activités
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
Constats : Par courrier du 22/07/2024, la SAS LES MANDATAIRES a notifié au préfet la cessation totale des activités de la SAS LA D113 à compter de la prononciation par le tribunal des commerces de Salon-de-Provence de la liquidation judiciaire en date du 06/06/2024. Dans ce courrier, le mandataire fait état d'un devis établi pour le traitement et l'enlèvement des déchets établi par la société VALORTEC pour un montant de 106 499,88 €. La procédure de réhabilitation du site à usage futur industriel n'a été ni programmée ni finalisée. Le mandataire précise que la liquidation est actuellement impécuniaire et ne peut pas être lancée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il conviendrait que la procédure de réhabilitation du site soit engagée et finalisée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R512-75-1-IV
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que le site est clôturé et placé sous vidéosurveillance.</p> <p>Le jour de la visite, l'accès au site est limité.</p> <p>L'inspection a également constaté que les déchets d'activités d'imprimerie, pouvant être considérés comme étant des déchets dangereux, n'ont pas été évacués et sont entreposés aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du bâtiment, conditionnés dans des cuves d'1 m³.</p> <p>Les déchets à l'extérieur du bâtiment, entreposés sous le préau, côté ouest du site, sont constitués de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • environ 140 cuves IBC de 1 m³ contenant du papier (20 - 30% de la quantité constatée) et des déchets liquides composés essentiellement d'encre et de solvants (70 - 80%), • environ 200 bidons de 20 l, la plupart sont vides (80%) et le reste, contenant des déchets liquides, sont aux 3/4 vides • 80 big bags de 1 m³ remplis de billes de céramiques : le mandataire judiciaire a précisé en séance que ces big bags n'étaient pas présents le jour de la liquidation lorsqu'il a dressé l'inventaire et réalisé le devis précité. <p>A l'intérieur du bâtiment, les constats ci-après ont été faits :</p> <ul style="list-style-type: none"> • présence de 40 à 50 cuves IBC de 1 m³ contenant des résidus d'encre ou de solvants, • 30 cuves IBC de 1 m³ contenant des papiers et torchons souillés ou des déchets pâteux potentiellement dangereux. • les machines ont été évacuées. <p>Le coût d'enlèvement des déchets abandonnés sur le site est estimé à 106 500 euros.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que la SAS LES MANDATAIRES, en sa qualité ès-exploitant, procède, sous 1 mois, à l'enlèvement des déchets.</p> <p>L'inspection propose d'encadrer ce délai par un arrêté de mise en demeure.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective